

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Conseil d'Orientation des Retraites : des chiffres que l'on voudrait effrayants

- Social - Retraites -

Date de mise en ligne : samedi 17 avril 2010

Démocratie & Socialisme

Les premiers chiffres du rapport du COR, loin de démontrer qu'une fatalité démographique ou financière pèserait sur nos retraites, démontrent, au contraire, que le financement de nos retraites ne dépend que du partage des richesses que la gauche et le mouvement social sauront imposer à la droite et au Medef.

Reprenons, le scénario C du COR, ce serait le plus pessimiste mais le plus « crédible » (allez donc savoir pourquoi) selon le Figaro.

1 - Le COR parle de « besoins de financement », c'est le Figaro qui titre sur le « trou » de nos régimes de retraites en 2050. Un besoin de financement, la différence d'un « trou » peut, par définition, être financé. Cela nous renvoie au partage des richesses : diminuer le montant des retraites en allongeant la durée de cotisation et en repoussant l'âge légal ou maintenir et améliorer ce niveau en augmentant progressivement la part patronale des cotisations retraites.

2 - Le COR estime que la productivité augmenterait de 1,5 % par an pendant 40 ans. Cela signifie donc que la productivité actuelle du travail serait multipliée par plus de 1,8 en 2050. Aussi le pétard dont nous menace le gouvernement est-il un pétard mouillé : « En 2010, il y a 1,8 cotisant pour 1 retraité ; il n'y en aura plus que 1,2 en 2050 et nous ne pourrions plus financer les retraites ». En effet, avec une multiplication par 1,8 de la productivité du travail en 40 ans, selon le chiffre du COR, les 1,2 cotisants de 2050 produiraient autant que 2,2 cotisants aujourd'hui et donc beaucoup plus que les 1,8 du gouvernement. La question se ramène donc à savoir si ce sont les retraités ou les actionnaires qui profiteront de la part de l'augmentation de la productivité du travail qui devrait, dans un régime de retraite par répartition, revenir au financement des retraites.

3 - Le COR estime qu'en 2050, le « besoin de financement » de nos régimes de retraites serait de 115 milliards d'euros (constants, une fois l'inflation neutralisée). Il précise surtout que ces 115 milliards d'euros représenteront 3 % du PIB de 2050. Ce qui veut dire (il suffit de faire une règle de trois) que le PIB en 2050 serait supérieur à 3 800 milliards d'euros. Le PIB annuel est aujourd'hui d'un peu plus de 1 900 milliards d'euros. Selon les chiffres du COR, ce PIB devrait donc doubler en 40 ans et augmenter de 1 900 milliards d'euros. A qui peut-on faire croire qu'il serait difficile, dans ces conditions, de trouver 115 milliards du COR pour financer nos retraites ? Une fois ce financement assuré, il resterait encore 1 785 milliards d'euros pour financer l'augmentation des salaires directs, l'assurance maladie, la réduction du temps de travail, l'investissement public, les investissements privés productifs... A une condition, là encore, c'est que les actionnaires ne captent pas à leur profit, comme le prépare la contre-réforme du gouvernement Sarkozy et du Medef, la part de richesse qui devrait servir à financer nos régimes de retraites.

4 - Le COR retient le chiffre de 7 % de chômage à partir de 2020. Le chiffre précédent était de 4,5 %. Quel aveu de l'impuissance des politiques néolibérales à nous sortir du gouffre du chômage de masse ! Là encore, c'est la façon dont s'effectuera le partage des richesses qui décidera s'il faut financer les créations d'emplois ou les spéculateurs.

Le Medef, trouvant sans doute que 115 milliards d'euros en 2050, cela faisait chic, avance le chiffre d'un « déficit cumulé » qui atteindrait 2 600 milliards d'euros en 2050. Il est vrai que Laurence Parisot voit des centaines partout... Ce chiffre est repris, sans le moindre recul, par certains grands médias. Pourquoi, diable, le Medef n'a-t-il pas calculé « le déficit cumulé » en 2100 ? Cela aurait eu une autre allure.

Le Medef a cependant raison sur un point : il n'est plus possible de continuer comme avant. Il est urgent que les ressources des régimes de retraite augmentent. Comment penser, sans cela, pouvoir faire face à l'augmentation réelle (même si elle est éloignée des fantasmes de Mme Parisot) du nombre de retraités d'ici 2050 sans diminuer le montant de leurs retraites ? Il faut pour cela augmenter les cotisations retraites patronales et élargir leur assiette. Ce

n'est pas aux salariés (ils l'ont trop fait) de se serrer la ceinture, mais bien aux actionnaires.

Jean-Jacques Chavigné